

Écrit par Administrator

Mercredi, 21 Janvier 2015 11:08 -

---



Près de 400.000 nouveaux inscrits sur les listes électorales seulement. Ce chiffre a été avancé lors de la réunion tenue lundi après-midi entre les quatre partis de l'opposition (à savoir l'USFP, le PAM, le PI et l'UC) et les ministres de l'Intérieur et de la Justice et des Libertés. Selon une source bien informée, les partis de l'opposition imputent la responsabilité de sa faiblesse à l'administration qui n'a pas suffisamment sensibilisé les citoyens à l'importance de cette opération.

Quant aux prochaines échéances électorales, la même source a souligné que le gouvernement a avancé le 12 juin prochain comme date des élections communales et régionales, mais cette question n'a pas été définitivement tranchée. « Si les préparatifs évoluent de manière normale et s'il n'y a pas de contrainte majeure, il n'y a aucun problème à organiser les élections à la date proposée par le gouvernement. Mais vu le court laps de temps qui nous sépare des élections et l'importance du débat du cadre juridique y afférent, il nous paraît difficile d'organiser ces scrutins à pareille date», a précisé notre source.

Lors de la réunion de lundi, le gouvernement a également présenté les décrets d'application relatifs aux élections et qui vont être débattus, probablement, lors du Conseil de gouvernement qui se tiendra demain.

Les partis de l'opposition ont qualifié cette démarche d' « illogique », puisqu'il n'y a pas eu accord sur ces décrets, ce qui signifie que « le gouvernement veut les mettre devant le fait accompli », a martelé notre source.

Un autre point a été évoqué lors de cette réunion. Il a trait à la Commission centrale des élections (CCE) dont la création a provoqué beaucoup de remous. Selon notre source, juridiquement parlant, cette commission n'existe pas. Pour qu'elle soit constituée, il aurait fallu se mettre d'accord avec les partis d'opposition à propos de sa composition, de ses attributions, etc., ce que le gouvernement n'a pas fait. Pour cette raison, ces partis considèrent cette commission comme un cadre informel de dialogue et de concertation.

Par ailleurs, les partis de l'opposition ont mis l'accent sur la nécessité de réunir les conditions garantissant l'égalité des chances pour toutes les formations politiques et pour que les prochaines échéances électorales puissent se dérouler dans la transparence la plus totale.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)